

**INSTRUCTION N° 73-41 - M 0
du 19 Mars 1973**

**CLASSEMENT
M 0**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

**CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION
DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS
EN MATIERE DE BOIS ET FORETS DES COLLECTIVITES LOCALES**

DOCUMENTS A ANNOTER

Instruction n° 65-17 - M 0 du 18 février 1965.

Instruction n° 69-139 - M 0 du 18 décembre 1969.

L'Office national des Forêts est, de par son statut, investi d'une double mission à l'égard des collectivités locales :

- une mission obligatoire — qui se substitue à celle de l'ancienne administration des Eaux et Forêts — pour tout ce qui concerne la mise en œuvre du régime forestier dans les domaines des collectivités locales soumis à ce régime. Les frais qui en résultent sont alors supportés par l'Office, habilité à percevoir la redevance des collectivités pour frais de garderie et d'administration (article 23 du décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965, annexe n° 1) ;
- une mission facultative, de nature conventionnelle, pour la réalisation des diverses opérations relatives à la protection, l'aménagement et le développement des ressources naturelles, et notamment forestières.

Un arrêté ministériel du 9 mars 1972 (annexe n° 2) a fixé les modalités de rémunération de l'Office national des Forêts par les départements, les communes, les établissements publics départementaux et communaux lorsque, au titre de cette

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

GT

10

RGP

PGT

TPG

DOM

RF

P

seconde mission, et donc à la demande de ces collectivités, il intervient dans les opérations intéressant les bois, les forêts et terrains, constituant le domaine à vocation forestière desdites collectivités, qu'il soit soumis ou non au régime forestier.

La circulaire interministérielle Intérieur-Agriculture du 9 mars 1972 (cf annexe n° 3) commente les dispositions nouvelles et en précise les modalités d'application qui avaient été amorcées par la mise en place d'un régime transitoire institué par la circulaire interministérielle du 12 juillet 1966 (cf annexe n° 9 de l'instruction n° 69-139-MO du 18 décembre 1969).

L'attention des comptables est appelée sur certains points particuliers commentés dans la circulaire interministérielle du 9 mars 1972.

Le concours sollicité par la collectivité locale donne lieu à l'établissement d'une convention (article 3 de l'arrêté) entre le représentant qualifié de la collectivité et le chef du centre de gestion, qui représente l'Office; la convention détermine les obligations des parties par nature d'opérations, ainsi que la rémunération due pour les services rendus.

Depuis la parution de l'article 16 de la loi de finances rectificative pour 1972 (annexe n° 4), la convention ne doit plus comporter, pour la collectivité, de renonciation à l'exercice de la responsabilité pécuniaire et décennale établie par les articles 1792 et 2270 du Code civil et prévue à l'article 4 de l'arrêté du 9 mars 1972.

Le concours apporté par l'Office peut prendre, outre la forme de l'entreprise, celle de régie communale ou de régie d'office.

I. — Travaux occasionnels.

Ces travaux sont visés aux articles 5, 8 à 11 de l'arrêté du 9 mars 1972 et décrits sous les rubriques :

- études de projets et exécution de travaux ;
- études de production et établissement de plans de gestion ;
- interventions diverses.

a) ETUDES DES PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX (ARTICLE 5)

Ils ont pour objet la réalisation d'investissements visant à l'accroissement de la production du patrimoine communal ; ce sont des travaux neufs ou de grosses réparations rémunérés, lorsqu'ils sont effectués à l'entreprise, selon des pourcentages fixés à l'article 5 de l'arrêté du 9 mars 1972, à savoir :

- | | |
|---|-----|
| — jusqu'à 20.000 F..... | 4 % |
| — de 20.001 à 200.000 F..... | 3 % |
| — de 200.000 à 1 million de francs..... | 2 % |
| — au-delà de 1 million de francs..... | 1 % |

Ces pourcentages sont les mêmes que ceux qui avaient été fixés par l'arrêté du 19 octobre 1964 (annexe n° 16 de l'instruction n° 65-17-MO du 18 février 1965).

En revanche, lorsque les travaux occasionnels sont exécutés en régie, la circulaire du 9 mars 1972 distingue :

- la *régie communale* dans laquelle l'Office assure seulement le fonctionnement technique de la régie : les pourcentages ci-dessus sont alors majorés de 25 % ;
- la *régie d'office*, l'établissement public assure à la fois les fonctionnements technique et administratif de la régie : sa rémunération est majorée de 75 %.

Si la collectivité apporte elle-même le concours de son personnel, les taux ci-dessus subissent un abattement variant de 15 à 85 %.

Le versement de la rémunération est, comme il est de règle lors de l'intervention des hommes de l'art, échelonné sur les différentes phases d'études et de travaux, de l'avant-projet à la réception définitive.

INSTRUCTION
N° 73-41 - M 0
du
19 mars 1973.

b) ETUDES DE PRODUCTION ET ÉTABLISSEMENT DE PLANS DE GESTION (ARTICLE 8)

Ce sont des travaux très occasionnels, comprenant des études et travaux destinés à déterminer et à orienter les productions du domaine et à établir des plans d'exploitation. Parmi ces travaux figurent notamment l'équipement récréatif des forêts et de l'environnement.

Les honoraires, établis sur les mêmes bases que dans l'arrêté de 1964, ont été portés à 8 F, 18 F et 35 F par hectare pour les forêts à traiter en futaie et à 3 F pour les autres forêts.

c) INTERVENTIONS DIVERSES (ART. 9, 10 ET 11)

A titre transitoire, les interventions de l'Office dans le domaine soumis ou non au régime forestier et portant sur la répartition et la commercialisation des produits domaniaux et les opérations foncières étaient rémunérées uniquement à la vacation, sur la base du taux horaire maximum de 5 F par agent.

Désormais, la répartition et la vente des produits exploités par l'Office sont rémunérées de deux façons distinctes :

- à la vacation, sur la base horaire de 8 F par agent, si les opérations portent sur le domaine soumis au régime forestier ;
- au pourcentage, sur la base des tarifs maxima dégressifs, fixés à l'article 10 de l'arrêté du 9 mars 1972, si les opérations concernent le domaine non soumis au régime forestier.

L'article 11 dudit arrêté prévoit, enfin, que l'Office sera rémunéré sur la base de tarifs spéciaux lorsqu'il apporte son concours à la collectivité dans des opérations foncières relevant des domaines soumis ou non au régime forestier.

II. — Exécution en régie des travaux d'entretien (article 7).

Cette intervention comprend la direction technique par l'Office de travaux de réparation de dégâts causés par les exploitations et de travaux d'entretien courant qui ont un caractère permanent. Elle donne lieu à des rémunérations toujours égales à 6/10 des rémunérations prévues pour les concours occasionnels, assorties des majorations de 25 % et 75 % liées aux modalités d'exécution : régie communale ou régie d'office.

III. — Exploitation en régie (article 6).

Selon les usages locaux, en dehors des départements d'Alsace-Lorraine, les travaux d'exploitation des coupes délivrées en nature ou destinées à être vendues après façonnage ont un caractère permanent ou occasionnel à préciser dans la convention.

Le volume des travaux exécutés peut varier avec la masse des crédits inscrits au budget communal et le montant de la rémunération de l'Office qui ne peut excéder :

- 6 % du montant des dépenses d'exploitation en cas de régie communale ;
- et 8 % du montant des dépenses d'exploitation en cas de régie d'office.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
GÉRARD PICARD.

1000

1000

1000

1000

**DECRET N° 65-1065 DU 7 DECEMBRE 1965
PORTANT REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI N° 64-1278
DU 23 DECEMBRE 1964
CREANT L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture,
Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;
Vu le Code forestier, ensemble le décret du 26 novembre 1918 portant règlement d'administration publique, déterminant les conditions d'application de la loi du 2 juillet 1913 relative au reboisement et à la conservation des forêts privées et le décret du 20 août 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 mars 1924 concernant les diverses mesures à prendre contre les incendies de forêts ;
Vu le Code du domaine de l'Etat ;
Vu le Code de procédure pénale ;
Vu l'article 1^{er} de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 créant l'Office national des Forêts ;
Vu le décret n° 47-371 du 3 mars 1947 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2172 du 30 septembre 1946 instituant un fonds forestier national ;
Vu le décret n° 53-707 du 9 août 1953 modifié relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social ;
Vu le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 modifié relatif au contrôle économique et financier de l'Etat ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 63-608 du 24 juin 1963 relatif au recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine ;
Vu le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
Vu le décret n° 65-426 du 4 juin 1965 relatif au statut particulier du corps des ingénieurs du Génie rural, des Eaux et Forêts ;
Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

TITRE 1^{er}

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER. — L'Office national des Forêts, établissement public national à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière et placé sous la tutelle du Ministre de l'Agriculture, comprend une direction générale et des services extérieurs constitués par des directions régionales.

INSTRUCTION
N° 73-41-MO
du
19 mars 1973.

ARTICLE 2. — Le Ministre de l'Agriculture détermine les modalités de préparation des arrêtés réglant, en application de l'article 15 du Code forestier, l'aménagement des forêts soumises au régime forestier confiées à la gestion de l'Office et les modalités de contrôle de leur exécution. Il définit le rôle dévolu en la matière à l'Office.

ARTICLE 3. — L'Office national des forêts applique les arrêtés d'aménagement et assure la gestion et l'équipement des terrains qui lui sont confiés en application de l'article 1^{er} (I, 1^{er} alinéa) de la loi susvisée du 23 décembre 1964. Il peut sur ces terrains, avec ou sans l'aide de l'Etat et des collectivités publiques, exécuter ou faire exécuter tous travaux d'entretien, d'équipement et de restauration.

Il a, sur ces terrains, tous pouvoirs techniques et financiers d'administration, notamment en matière d'exploitation des droits de chasse et de pêche.

Le service des domaines établit et passe en la forme administrative, pour le compte de l'Office, les actes, contrats et conventions qui confèrent aux bénéficiaires un droit privatif sur les biens ou droits qui en font l'objet.

ARTICLE 4. — L'Office national des Forêts assure l'application du régime forestier dans les bois, forêts et terrains mentionnés à l'alinéa 3 du I de l'article 1^{er} de la loi susvisée. Il exécute ou fait exécuter les travaux qui lui sont confiés par les propriétaires de ces terrains, et notamment les *collectivités locales*.

ARTICLE 5. — Le Ministre de l'Agriculture peut, en vue de la satisfaction de besoins d'intérêt général, imposer à l'Office des obligations particulières entraînant pour cet établissement des charges supplémentaires de gestion, une perte de revenu ou un trouble dans la mise en valeur économique des forêts et terrains. Il fixe, après consultation du Directeur général de l'Office, l'étendue et les conditions d'exécution de ces obligations.

Des conventions entre l'Etat et l'Office règlent la rémunération des charges de gestion et l'indemnisation des préjudices subis par l'Office à raison desdites obligations, lorsque celles-ci excèdent celles qui étaient précédemment assumées par l'administration des eaux et forêts.

ARTICLE 6. — Lorsque l'Office accepte, en vue de la satisfaction de besoins d'intérêt général de supporter des charges et obligations particulières pour des collectivités ou établissements publics autres que l'Etat, les obligations des parties et la rémunération du service rendu sont *fixées par convention*.

ARTICLE 7. — Les opérations de gestion, d'études, d'enquêtes ou de travaux dont l'Office peut être chargé par convention comprennent notamment :

Les travaux d'entretien et d'équipement des forêts de l'Etat qui ne figurent pas sur la liste prévue à l'article 1^{er} (I, alinéa 1^{er}) de la loi du 23 décembre 1964 ;

Les études et travaux dont la réalisation est confiée à l'Office par des personnes publiques ou privées ;

L'exécution de contrats de travaux du Fonds forestier national passés en application de l'article 5 du décret susvisé du 3 mars 1947 et la gestion de propriétés ayant bénéficié de ces contrats ;

La création de moyens de production de graines et de plants destinés à l'Etat et l'exploitation de cette production ;

L'inventaire forestier national prévu à l'article 204-1 du Code forestier ;

Les études relatives au développement des ressources naturelles et, notamment, des ressources forestières, ainsi qu'à la protection et à l'utilisation des terres ;

L'exécution de travaux de restauration de terrains en montagne et de fixation des dunes, ainsi que l'entretien des ouvrages correspondants.

Chacune des conventions prévues au présent article fixe la rémunération due à l'Office pour les services rendus par lui.

TITRE II

Administration générale.

SECTION 1. — LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 8. — Le conseil d'administration de l'Office national des Forêts comprend dix-huit membres :

Un représentant du Premier Ministre ;

Un membre du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes ou de l'Inspection générale des Finances ;

Trois représentants du Ministre de l'Agriculture, dont le Directeur général de l'espace rural et le Directeur général des études et des affaires générales, membres de droit ;

Trois représentants du Ministre des Finances et des Affaires économiques, à savoir : le Directeur du Budget, le Directeur de la Comptabilité Publique et le Directeur général des Impôts, membres de droit ;

Un représentant du Ministre de l'Intérieur, à savoir : le Directeur général des collectivités locales, membre de droit ;

Deux représentants des collectivités et personnes morales autres que l'Etat propriétaires de forêts soumises au régime forestier ;

Un représentant des collectivités publiques intéressées par l'utilisation de la forêt et, notamment, des forêts suburbaines, à des fins touristiques ou sociales ;

Quatre représentants du personnel en service à l'Office choisis sur des listes de présentation établies par les organisations syndicales les plus représentatives ;

Deux personnalités choisies en raison de leur compétence particulière dans les domaines professionnel, technique, économique, scientifique ou social.

Ne peuvent être membres du conseil d'administration que des personnes de nationalité française jouissant de leurs droits civiques.

ARTICLE 9. — Les membres du conseil d'administration, autres que les membres de droit, sont désignés pour six ans par décret pris sur proposition du Ministre de l'Agriculture. Ils sont renouvelables par tiers tous les deux ans. Pour les deux premiers renouvellements partiels, les membres sortants sont désignés par voie de tirage au sort, à l'exception du président, dont le mandat d'administrateur n'est pas soumis à renouvellement partiel pour la première période de six ans. Le mandat des membres sortants peut être renouvelé.

Le mandat des membres du conseil d'administration est personnel, toutefois les membres de droit peuvent se faire représenter par un membre suppléant, désigné par décret pris sur proposition du ministre intéressé.

Les membres du conseil d'administration reçoivent, à titre de jetons de présence, une indemnité dont le montant est fixé par arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture.

Ces membres bénéficient en outre du remboursement des frais de déplacement ou de séjour effectivement supportés par eux à l'occasion des réunions du conseil, sur la base des taux de fonctionnaires appartenant au groupe I.

ARTICLE 10. — Le président du conseil d'administration est nommé parmi les membres du conseil par décret en Conseil des Ministres rendu sur proposition du Premier Ministre et du Ministre de l'Agriculture.

Le conseil d'administration désigne chaque année parmi ses membres deux vice-présidents chargés, dans l'ordre fixé par le Conseil, de remplacer le président absent ou empêché.

ARTICLE 11. — Le conseil d'administration se réunit, aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par trimestre, à la convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour. Le conseil d'administration est également convoqué si le Ministre de l'Agriculture, le Ministre des Finances et des Affaires économiques ou le Directeur général de l'Office le demandent.

Le Directeur général de l'Office et le contrôleur d'Etat sont obligatoirement convoqués aux séances. Ils y siègent avec voix consultative. L'agent comptable y assiste soit dans les conditions fixées par l'article 195 du décret susvisé du 29 décembre 1962, soit sur demande du Directeur général pour l'examen de questions particulières non prévues à cet article.

Le Directeur général peut se faire assister de toute personne de son choix. En cas d'empêchement, il est représenté.

ARTICLE 12. — Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les délibérations du conseil d'administration font l'objet de procès-verbaux, qui indiquent notamment le nom des membres présents. Les procès-verbaux sont signés du président et adressés au Ministre de l'Agriculture dans le mois qui suit la date de la séance.

ARTICLE 13. — Le conseil d'administration délibère sur les matières suivantes :

- 1° Les programmes généraux d'activité et d'investissement ;
- 2° L'état de prévision des recettes et des dépenses et les modifications à lui apporter ;
- 3° Le compte financier ;
- 4° La fixation et l'affectation des résultats de l'exercice ;
- 5° Les acquisitions, aliénations et échanges des biens immobiliers de l'Office dont la valeur dépasse un montant fixé par arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances et des Affaires économiques ;
- 6° Les extensions d'activités de l'Office, qui, en application de l'article 1^{er} (I, 2^e alinéa) de la loi du 23 décembre 1964, sont soumises à l'autorisation expresse et préalable du Ministre de l'Agriculture ;
- 7° Les prises de participation dans des organismes qui ne sont pas de nature industrielle ou commerciale ;
- 8° Les emprunts ;
- 9° Le rapport annuel de gestion ;
- 10° La fixation des effectifs des personnels et leur répartition dans les différentes catégories d'emplois dans les conditions fixées au IV de l'article 1^{er} de la loi susvisée du 23 décembre 1964 et par ses textes d'application, cette fixation pouvant être faite soit à l'occasion de l'établissement de l'état de prévision des recettes et des dépenses, soit séparément ;
- 11° Les mesures relatives à l'organisation générale de l'Office ;
- 12° L'acceptation des dons et legs ;
- 13° Les conditions générales des conventions et contrats autres que les marchés passés par l'Office ;
- 14° Les conditions générales de passation, de financement et de contrôle des marchés ;
- 15° Les conventions, contrats et marchés dont le montant excède une limite fixée par arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances et des Affaires économiques ;
- 16° La constitution et la composition de comités consultatifs de représentants des diverses activités intéressées à la forêt créés en application du dernier alinéa du VI de l'article 1^{er} de la loi susvisée du 23 décembre 1964 ;
- 17° Les actions en justice, acquiescements, désistements et mainlevées, avec ou sans paiement, les transactions civiles, à l'exception des transactions accordées en exécution du quatrième alinéa de l'article 105 du Code forestier.

Le conseil d'administration donne son avis sur les questions qui lui sont soumises par le Ministre de l'Agriculture, par le Ministre des Finances et des Affaires économiques, par le président du conseil d'administration ou par le Directeur général de l'Office.

INSTRUCTION
N° 73-41-M 0
du
19 mars 1973.

ARTICLE 14. — Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au Directeur général de l'Office dans les conditions et sous les réserves qu'il juge utiles.

Cette délégation au directeur général doit être approuvée par le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances et des Affaires économiques. Si les ministres intéressés ne se sont pas prononcés dans un délai de trois mois à compter de la délibération du conseil d'administration, celle-ci devient de plein droit exécutoire.

La délégation est renouvelable tous les deux ans, après le renouvellement partiel du conseil d'administration.

Toutefois ne peuvent être déléguées les attributions relatives aux matières prévues aux 1° à 9° inclus, 15° et 16° de l'article 13 ci-dessus.

ARTICLE 15. — Les délibérations du conseil d'administration relatives aux matières prévues aux 2°, 3°, 4°, 5°, 7°, 8° et 14° de l'article 13 deviennent exécutoires après décision conjointe du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

Il en est de même pour les délibérations prévues au 10° du même article lorsqu'elles concernent des emplois classés hors échelle ou occupés par des fonctionnaires appartenant à des corps dont les grades supérieurs sont classés hors échelle.

SECTION 2. — LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

ARTICLE 16. — Le Directeur général de l'Office est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur le rapport du Premier Ministre et du Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE 17. — Le Directeur général dirige l'Office et assure le fonctionnement de l'ensemble des services ; il gère les personnels dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, IV, de la loi susvisée du 23 décembre 1964.

Il représente l'Office en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il assure la préparation des réunions du conseil d'administration, fait appliquer les décisions de celui-ci et le tient informé de leur exécution.

ARTICLE 18. — Le Directeur général peut, sous sa responsabilité, donner délégation de pouvoir ou de signature à des agents de l'office pour accomplir en son nom soit certains actes, soit les actes relatifs à certaines de ses attributions.

Toutefois dans les matières qui lui ont été déléguées en application de l'article 14 ci-dessus, le Directeur général ne peut user de cette faculté qu'avec l'accord du conseil d'administration.

ARTICLE 19. — Le Directeur général prononce les mutations, à l'intérieur de l'Office des personnels relevant du statut général des fonctionnaires et mis à la disposition de l'Office, après avoir recueilli l'avis de commissions paritaires dont les règles de composition, d'organisation et de fonctionnement sont fixées par arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et du Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative.

INSTRUCTION
N° 73-41 - M O
du
19 mars 1973.

TITRE III

Dispositions financières et comptables.

SECTION 1. — ORGANISATION FINANCIÈRE

ARTICLE 20. — Le fonctionnement financier et comptable de l'Office national des Forêts est assuré dans les conditions fixées par le décret susvisé du 29 décembre 1962, et notamment à ses articles 190 à 225, sous réserve des modalités particulières du présent titre.

ARTICLE 21. — Le Directeur général de l'Office est ordonnateur principal. Des ordonnateurs secondaires peuvent être institués par arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE 22. — L'agent comptable de l'Office est nommé par arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture, après avis du conseil d'administration.

Des comptables secondaires peuvent être désignés par le Directeur général de l'Office sur la proposition de l'agent comptable.

ARTICLE 23. — Les ressources de l'Office national des Forêts comprennent notamment :

Les produits des forêts et terrains de l'Etat mentionnés au I de l'article 1^{er} de la loi susvisée du 23 décembre 1964, y compris le montant des réparations, restitutions, dommages-intérêts, recettes d'ordre et produits divers afférents à ces forêts et terrains.

Les frais de garderie et d'administration versés en application de l'article 93 du Code forestier par les collectivités et personnes morales mentionnées à l'article 82 du même Code ainsi qu'une subvention du budget général dans le cas où le montant de ces frais n'atteindrait pas la valeur réelle des dépenses de l'Office résultant de ses interventions de conservation et de régie dans les forêts de ces collectivités et personnes morales ;

La rémunération des services rendus ;

Le produit des emprunts ;

Les dons et legs ;

Les subventions du budget général de l'Etat et des autres personnes publiques et privées au titre d'opérations d'intérêt général faites par l'Office.

SECTION 2. — ETAT DE PRÉVISION DES RECETTES ET DES DÉPENSES

ARTICLE 24. — L'Etat de prévision des recettes et des dépenses est établi pour la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier. Il fait apparaître sous deux sections distinctes les opérations relatives à l'exploitation et les opérations en capital. Il est présenté en chapitres, conformément à la nomenclature du plan comptable de l'Office.

Les opérations en capital peuvent donner lieu à l'ouverture d'autorisations de programme, valables sans limitation de durée, et à l'établissement d'un échéancier des paiements correspondants.

Sont limitatifs les crédits concernant :

Les personnels à l'exception de ceux qui sont recrutés à titre temporaire ou occasionnel et des ouvriers ;

Les frais de publicité et de réception ;

Les subventions accordées ;

Les autorisations de programme en ce qui concerne les dépenses en capital.

ARTICLE 25. — L'état de prévision des recettes et des dépenses préparé par le Directeur général est présenté au conseil d'administration qui en délibère dans le courant de l'avant-dernier mois de l'année précédant celle pour laquelle il est établi.

ARTICLE 26. — Dans le cas où l'état de prévision des recettes et des dépenses n'est pas approuvé avant le début de l'année, les opérations de recettes et de dépenses sont faites sur la base des prévisions de l'exercice précédent. Toutefois, s'il est nécessaire et après accord du contrôleur d'Etat, ces opérations peuvent être faites dans la limite des prévisions figurant au projet non encore approuvé.

En cours d'année, des décisions peuvent modifier des prévisions de recettes et de dépenses. Elles sont approuvées dans les mêmes formes que l'état de prévision des recettes et des dépenses ; toutefois, lorsque les modifications n'intéressent que des crédits à caractère non limitatif, l'approbation est donnée par le contrôleur d'Etat.

ARTICLE 27. — Les conditions dans lesquelles il est procédé aux virements à l'intérieur des chapitres sont fixées par arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture.

SECTION 3. — RECOUVREMENT DES PRODUITS

ARTICLE 28. — Les produits de l'Office sont recouvrés soit directement par l'agent comptable, soit par l'intermédiaire des comptables du Trésor ou des comptables des domaines constitués comme correspondants de l'agent comptable.

Un arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture fixe l'étendue et les conditions du concours que l'Etat apporte à l'Office par l'intermédiaire des comptables désignés au premier alinéa du présent article et précise la nature des produits qu'ils recouvrent.

ARTICLE 29. — Le montant des traites souscrites, à l'occasion des ventes de coupes de bois, auprès des comptables du Trésor et le montant des obligations cautionnées souscrites auprès des comptables des domaines sont versés à l'Office à l'échéance des effets. Toutefois, ces effets pourront donner lieu à escompte dans les conditions déterminées par décision du Ministre des Finances et des Affaires économiques.

ARTICLE 30. — L'agent comptable exerce les poursuites éventuelles pour le recouvrement des créances relevant directement de sa compétence dans les conditions prévues aux articles 201 et 202 du décret du 29 décembre 1962 susvisé.

Les comptables du Trésor poursuivent pour le compte de l'Office le recouvrement des produits qui leur sont confiés :

En ce qui concerne les produits des forêts vendus par adjudication, dans les conditions fixées à l'article 29 du Code forestier ;

En ce qui concerne les autres créances, sur le vu d'ordres de recettes rendus exécutoires par les préfets, dans les conditions fixées à l'article 89 (2° alinéa) du décret du 29 décembre 1962 et aux articles 9 à 11 du décret du 24 juin 1963 susvisés.

Les receveurs des domaines poursuivent pour le compte de l'Office les recouvrements qui leur sont confiés dans les conditions prévues par le Code du domaine de l'Etat.

SECTION 4. — PAIEMENT DES CHARGES

ARTICLE 31. — Les charges de l'Office sont acquittées dans les conditions fixées à l'article 207 du décret du 29 décembre 1962 susvisé.

Toutefois, à titre transitoire, certaines dépenses pourront être réglées, pour le compte de l'agent comptable de l'Office, par les comptables du Trésor ou des Domaines dans les conditions précisées par arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE 32. — Les modalités de création et de fonctionnement des régies de dépenses et de recettes sont fixées par arrêté conjoint du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture, conformément aux dispositions du décret du 28 mai 1964 susvisé.

ARTICLE 33. — Les fonds disponibles de l'Office sont déposés au Trésor ou au service des chèques postaux.

Des comptes peuvent également être ouverts, au nom de l'agent comptable, à la Banque de France ou dans d'autres banques. Toutefois, le montant des disponibilités déposées à ces comptes ne peut, au total, excéder un plafond fixé par le Ministre des Finances et des Affaires économiques.

SECTION 5. — CONTRÔLES

ARTICLE 34. — L'Office est soumis au contrôle économique et financier de l'Etat prévu par le décret du 26 mai 1955 susvisé. Un contrôleur d'Etat, placé sous l'autorité du Ministre des Finances et des Affaires économiques, assure le contrôle de l'Office.

ARTICLE 35. — La commission de vérification des comptes des entreprises publiques assure le contrôle de la gestion de l'Office dans les conditions prévues par les lois et règlements.

Le compte financier est préparé, adopté et approuvé dans les conditions prévues aux articles 219 à 223 du décret du 29 décembre 1962 susvisé.

ARTICLE 36. — Il est institué à l'Office national des Forêts une commission des marchés. La composition et les règles de fonctionnement de cette commission sont fixées par un arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances et des Affaires économiques après avis du conseil d'administration.

TITRE IV

Dispositions diverses.

ARTICLE 37. — Dans la limite des attributions et compétences transférées à l'Office national des Forêts :

Les fonctions attribuées par les articles 68 du Code forestier et 6 à 12 du décret du 26 novembre 1918 susvisé, à l'« administration des forêts », ou à l'« administration », ou à l'« administration forestière » sont dévolues à l'« Office national des Forêts ».

Les fonctions attribuées par l'article 38 du Code forestier aux « agents des Eaux et Forêts » ou aux « agents forestiers » sont dévolues aux « agents de l'Office national des Forêts ».

Les fonctions attribuées par les articles 55, 68 et 71 du Code forestier aux « ingénieurs des Eaux et Forêts » sont dévolues aux « ingénieurs en service à l'Office national des Forêts ».

INSTRUCTION
N° 73-41 - M O
du
19 mars 1973.

Les fonctions attribuées par les articles 69 du Code forestier et 10 et 12 du décret du 26 novembre 1918 au « conservateur des Eaux et Forêts » ou au « conservateur » sont dévolues au « Directeur général de l'Office national des Forêts ».

Les fonctions attribuées par l'article 7 du décret du 26 novembre 1918 aux « préposés » sont dévolues aux « agents assermentés ».

Les fonctions attribuées par l'article 8 du décret du 23 décembre 1958 susvisé aux « préposés des eaux et forêts du triage » sont dévolues aux « agents assermentés de l'Office national des Forêts ».

Les fonctions attribuées par l'article 29 du décret du 20 août 1924 susvisé aux « fonctionnaires des Eaux et Forêts » sont dévolues aux « agents assermentés de l'Office national des Forêts ».

ARTICLE 38. — L'allocation accordée pour frais de signification et de citation aux préposés des Eaux et Forêts et aux agents assermentés de l'Office national des Forêts, en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 118 du Code forestier, est fixée conformément aux taux prévus à l'article R. 181 du Code de Procédure pénale pour les actes de même nature faits par les huissiers de justice.

Le décret du 18 avril 1931 relatif à l'allocation des préposés des Eaux et Forêts pour frais de citation et de signification est abrogé.

ARTICLE 39. — Les préfets peuvent consentir à des ingénieurs en service à l'Office national des Forêts des délégations de pouvoir ou de signature en ce qui concerne leurs pouvoirs de décision prévus aux articles 25, 41, 51, 90 et 91 du Code forestier.

Le Ministre de l'Agriculture peut déléguer au Directeur général et aux Directeurs régionaux de l'Office national des Forêts les pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 16, 20 et 53 du Code forestier.

TITRE V

Dispositions transitoires.

ARTICLE 40. — Le nouvel établissement reçoit en toute propriété, à titre gratuit, ceux des éléments mobiliers et immobiliers du patrimoine de l'Etat ou de l'Ecole nationale des Eaux et Forêts qui sont reconnus nécessaires à son fonctionnement.

En ce qui concerne les biens de l'Etat, des arrêtés conjoints du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances et des Affaires économiques désignent les immeubles et meubles pour lesquels ce transfert est fait et la valeur des biens transférés à inscrire initialement à l'actif du bilan de l'Office.

ARTICLE 41. — La date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 1^{er} de la loi susvisée du 23 décembre 1964 et du présent décret est fixée au 1^{er} janvier 1966.

Toutefois, les membres du conseil d'administration, le Directeur général, le contrôleur d'Etat et l'agent comptable seront nommés avant cette date pour préparer la mise en place de l'Office ; la nomination de l'agent comptable sera ultérieurement soumise à l'avis du conseil d'administration.

Pour la formation initiale du conseil d'administration, et au plus tard jusqu'au 1^{er} juillet 1966, les représentants du personnel sont choisis parmi les fonctionnaires de l'administration des Eaux et Forêts. Les dispositions du premier alinéa de l'article 9 ci-dessus ne leur sont pas applicables.

Pendant la période s'écoulant entre la désignation de ses membres et le 1^{er} janvier 1966, le conseil d'administration, prépare, dans le cadre de la compétence qui lui est dévolue, et en liaison avec le Directeur général de l'Office, celles des mesures qui lui sont soumises par le Ministre de l'Agriculture pour intervenir dès la constitution de l'Office.

INSTRUCTION
N° 73-41-M 0
du
19 mars 1973.

Il délibère dans le mois suivant son installation sur l'état de prévision des recettes et des dépenses pour l'année 1966 établi par le Directeur général.

ARTICLE 42. — Le Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le Ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 décembre 1965.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre de l'Agriculture,

EDGARD PISANI.

Le Ministre d'Etat chargé de la Réforme administrative,

LOUIS JOXE.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

JEAN FOYER.

Le Ministre de l'Intérieur,

ROGER FREY.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques,

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

ARRETE DU 9 MARS 1972

**Conditions générales d'intervention de l'Office national des forêts
pour le compte des collectivités locales.**

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
ET LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu le Code forestier et l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827 prise pour son exécution ;

Vu l'article 1^{er} de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 créant l'Office national des forêts, ensemble le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour son application ;

Vu le décret n° 70-1131 du 4 décembre 1970, et en particulier son article 2,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — En application des articles 4 et 7 du décret du 7 décembre 1965 susvisé, l'Office national des Forêts peut être rémunéré par les départements, les communes et les établissements publics départementaux et communaux lorsqu'il intervient à la demande de ces collectivités dans les opérations intéressant le domaine desdites collectivités et ne relevant pas des obligations dévolues à l'Office national des Forêts par l'article 93 du Code forestier.

ARTICLE 2. — Les opérations visées à l'article premier consistent en :

- études, projets, devis, travaux d'équipement et d'entretien, exploitation en régie des forêts ;
- contrôle des services, fonctions de conseil, expertises, délimitations, bornages, études de production des massifs.

En outre, dans les forêts et terrains à boiser non susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution, ces opérations peuvent s'étendre aux estimations matière et argent, marque des coupes, opérations de récolte et de vente, surveillance des exploitations.

INSTRUCTION
N° 73-41-M 0
du
19 mars 1973.

ARTICLE 3. — Le concours sollicité par une collectivité pour les opérations prévues à l'article 2 ci-dessus donnera lieu à l'établissement d'une convention qui sera soumise à l'approbation de l'autorité chargée du contrôle administratif de cette collectivité.

En tant que partie contractante de cette convention, l'Office national des Forêts sera représenté par son chef de centre de gestion.

ARTICLE 4. — L'approbation de la convention visée à l'article précédent comporte pour la collectivité la renonciation à l'exercice de la responsabilité pécuniaire et décennale établie par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

ARTICLE 5. — Lorsqu'il s'agit de concours occasionnels concernant l'exécution de travaux neufs ou de grosses réparations, les rémunérations de l'Office national des Forêts ne peuvent excéder, pour la mission complète, le produit obtenu en appliquant au montant des dépenses les pourcentages suivants :

- jusqu'à 20.000 F : 4 % ;
- de 20.001 à 200.000 F : 3 % ;
- de 200.001 à 1 million de francs : 2 % ;
- au-delà de 1 million de francs : 1 %.

Lorsque les travaux sont exécutés en régie, les pourcentages ci-dessus peuvent être majorés au maximum de 75 % suivant la nature et les modalités d'exécution de cette régie, lesquelles seront fixées par une circulaire interministérielle du Ministre de l'Agriculture et du Ministre de l'Intérieur.

Si la collectivité apporte elle-même le concours de son personnel pour l'accomplissement de la mission confiée à l'Office national des Forêts, les taux ci-dessus subissent un abattement variant de 15 % à 85 % en fonction de la nature et de l'étendue du concours prêté par ce personnel.

Le montant total des rémunérations attribuées se décompose comme suit :

- rédaction d'avant-projet : deux dixièmes ;
- projet général, y compris dossier d'adjudication : trois dixièmes ;
- direction des travaux, y compris réception provisoire : quatre dixièmes ;
- réception définitive, y compris vérification des travaux et règlement des mémoires : un dixième.

Les dépenses à prendre en compte sont les dépenses totales faites sous la direction de l'Office national des Forêts, à l'exclusion de la part des financements supportés par l'Etat lui-même, au titre de son propre domaine, lorsqu'il s'agit de travaux intéressant à la fois le domaine privé ou public de l'Etat et le domaine de la collectivité.

ARTICLE 6. — La conduite en régie par l'Office national des Forêts, en dehors des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des travaux d'exploitation des coupes délivrées en nature aux collectivités ou destinées à être vendues après façonnage donne lieu à une rémunération qui ne peut excéder 6 % ou 8 % du montant des dépenses d'exploitation selon la nature et les modalités d'exécution de cette régie, lesquelles seront fixées par la circulaire interministérielle prévue à l'article 5.

ARTICLE 7. — L'exécution en régie par l'Office national des Forêts des travaux de réparation des dégâts causés par les exploitations et des travaux d'entretien courant donne lieu à des rémunérations égales à six dixièmes des pourcentages prévus à l'article 5 ci-dessus ; lorsqu'il s'agit d'un concours permanent, il peut y être mis fin moyennant un préavis de six mois.

ARTICLE 8. — Les rémunérations des interventions de l'Office national des forêts pour les études de production et l'établissement de plans de gestion sont calculées sur la base des tarifs maxima suivants :

- étude et plans de forêts à traiter en futaie :
 - sans inventaire : 8 F par hectare ;
 - avec inventaire partiel : 18 F par hectare ;
 - avec inventaire total : 35 F par hectare.
- études et plans d'autres forêts (taillis sous futaie) : 3 F par hectare.

ARTICLE 9. — Les rémunérations des interventions de l'Office national des Forêts pour les participations aux opérations effectuées directement par les collectivités locales et concernant la répartition des produits de leur domaine et la commercialisation des produits exploités, les contrôles de services, l'exécution des travaux culturaux, le bornage et la délimitation sont calculées à la vacation sur la base du taux horaire maximum de 8 F par agent intervenant.

ARTICLE 10. — Les rémunérations des interventions de l'Office national des Forêts pour les opérations d'estimation, de préparation des ventes, de ventes dans les forêts et terrains à boiser des collectivités non susceptibles d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution sont calculées sur la base des tarifs maxima suivants :

	JUSQU'A 10.000 F.	DE 10.001 à 50.000 F.	DE 50.001 à 500.000 F.	AU-DESSUS de 500.000 F.
Estimation sans comptage....	0,4 %	0,3 %	0,25 %	0,15 %
Estimation avec comptage....	2 %	1,50 %	1,25 %	0,75 %
Marque et estimation en vue de la vente.....	4 %	3 %	2 %	1 %
Marque, estimation et vente..	5 %	4 %	2,50 %	1,50 %

ARTICLE 11. — Les rémunérations des interventions de l'Office national des Forêts dans les opérations foncières (acquisitions, échanges, aliénations) effectuées par les collectivités locales sont calculées sur la base des tarifs suivants, appliqués par tranches au montant de l'estimation :

JUSQU'A 10.000 F	DE 10.001 à 100.000 F.	DE 100.001 à 2.000.000 de francs.	AU-DESSUS de 2.000.000 de francs.
3 % avec un minimum de 150 F.	2 %	1,50 %	1 %

ARTICLE 12. — Les rémunérations dues à l'Office national des Forêts par les départements, les communes et les établissements publics départementaux et communaux, calculées ainsi qu'il est indiqué aux articles 5 à 11 ci-dessus, sont versées à la caisse de l'agent comptable de l'Office national des Forêts.

INSTRUCTION
N° 73-41 - M 0
du
19 mars 1973.

ARTICLE 13. — Le Directeur général des collectivités locales au Ministère de l'Intérieur, le Chef du Service des Forêts au Ministère de l'Agriculture et le Directeur général de l'Office national des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1972.

Le Ministre de l'Agriculture,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Agriculture,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

CHRISTIAN DABLANC.

Le Ministre de l'Intérieur,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

ROGER BENMEBAREK.

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Budget,

RENAUD DE LA GENIERE.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

SERVICE DES FORÊTS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Bureau de l'assistance technique

ANNEXE N° 3

INSTRUCTION
N° 73-41-M 0
du
19 mars 1973.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

à

MESSIEURS LES PRÉFETS

OBJET : Application de l'arrêté interministériel du 9 mars 1972 fixant les conditions générales d'intervention de l'Office national des Forêts pour le compte des collectivités locales.

Conformément aux dispositions de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 et au décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965, l'Office national des Forêts, établissement public, industriel et commercial, mis en place le 1^{er} janvier 1966, est investi d'une double mission à l'égard des collectivités locales.

*
* *

Il est, d'une part, chargé de l'application du régime forestier dans les domaines, soumis au régime forestier, des collectivités.

Cette mission lui étant imposée par la loi a un caractère obligatoire et, pour son exécution, l'office national des forêts est substitué à l'ancienne administration des Eaux et Forêts.

Les frais qui en résultent sont supportés par cet établissement public habilité à percevoir la redevance des collectivités pour frais de garderie et d'administration.

*
* *

L'Office national des Forêts est, d'autre part (art. premier, paragraphe 1 de la loi du 23 décembre 1964, art. 6, 7 et 23 du décret d'application du 7 décembre 1965), autorisé à passer avec les collectivités des conventions en vue de la réalisation d'opérations de gestion, d'études, d'enquêtes et de travaux en vue de la protection, de l'aménagement et du développement des ressources naturelles et notamment des ressources forestières.

Cette seconde mission de nature conventionnelle a un caractère facultatif et l'opportunité de sa mise en œuvre est laissée à l'initiative des parties.

Il est toutefois nécessaire de préciser la forme et l'objet de ces conventions ainsi que les modalités de rémunérations des services rendus.

*
* *

Jusqu'à la parution de l'arrêté interministériel du 9 mars 1972 l'Office national des Forêts intervenait pour ses actions contractuelles selon les dispositions transitoires mises en place par la circulaire interministérielle du 12 juillet 1966 ; c'est-à-dire, par une transposition aménagée des règles qui s'imposaient à l'ancienne administration des eaux et forêts et à ses agents.

*
* *

INSTRUCTION
N° 73-41 - M 0
du
19 mars 1973.

L'arrêté interministériel du 9 mars 1972 fixe les conditions générales d'intervention propres à l'Office national des Forêts.

L'objet de la présente circulaire est de commenter les dispositions nouvelles et d'en préciser les modalités d'application.

CHAMP D'APPLICATION

Le régime est applicable aux collectivités locales (communes, départements, syndicats de communes), ainsi qu'à leurs établissements publics (communaux ou départementaux) (art. premier).

Il s'applique dans les bois, les forêts et terrains constituant le domaine à vocation forestière de ces collectivités, qu'il soit ou non soumis au régime forestier (art. 2).

CONDITIONS GÉNÉRALES DES INTERVENTIONS

C'est l'Office national des Forêts qui intervient et non plus ses agents, qui ne peuvent apporter leurs concours à titre individuel.

Le concours ne peut intervenir qu'après passation d'une convention entre le représentant qualifié de la collectivité locale (maire, président du syndicat, etc.) et l'Office national des Forêts représenté par le Chef du Centre de gestion.

La convention doit explicitement fixer les conditions de l'intervention : description et montant approximatif des travaux pour lesquels le concours est demandé, modalités particulières d'exécution de ces travaux (entreprise ou régie), taux et montant approximatif des rémunérations prévues par référence aux articles de l'arrêté interministériel du 9 mars 1972.

En outre :

- dans le cas où les travaux sont exécutés en régie (articles 5, 6 et 7), la nature de cette régie est explicitée et ses modalités d'exécution sont précisées comme indiqué plus loin : régie communale ou régie d'office.
- dans le cas de concours permanent, la convention doit préciser que l'exécution des travaux auxquels il se rapporte ne peut être entreprise que dans la mesure où les dépenses correspondantes sont prévues au budget de la collectivité locale.

La convention détermine les modalités — époques et formes — du contrôle exercé par la collectivité sur l'état d'avancement des travaux, le procès-verbal de réception des travaux, le versement des rémunérations dues à l'Office national des Forêts.

S'il est nécessaire, la renonciation par la collectivité locale à l'exercice de la responsabilité pécuniaire et décennale établie par les articles 1792 et 2270 du Code civil est inscrite dans la convention.

MODALITÉS DES INTERVENTIONS

Ainsi qu'il est stipulé à l'article premier de l'arrêté interministériel du 9 mars 1972 et hormis la garderie et l'administration du domaine communal soumis au régime forestier, qui sont des obligations dévolues à l'Office national des Forêts par l'article 93 du Code forestier, cet établissement intervient à titre onéreux pour le compte des collectivités locales et, à leur demande, pour les opérations précisées à l'article 2 de l'arrêté.

Ces opérations sont successivement examinées ci-après par référence aux articles 5 à 11 de l'arrêté interministériel du 9 mars 1972.

ETUDES DE PROJETS ET EXÉCUTION DE TRAVAUX (article 5).

Ces travaux ont pour objet la réalisation d'investissements visant à l'accroissement de la production du patrimoine communal ; ils concernent l'équipement et l'enrichissement forestier dudit patrimoine, ce sont des travaux neufs ou de grosses réparations intéressant :

- l'équipement des voies d'accès (routes, chemins, pistes, câbles) ;
- l'assainissement (drainage, fossés) ;
- la défense contre l'incendie (pare-feu) ;
- la conservation et la restauration des terrains en montagne (ouvrages, gazonnements, boisements) ;
- la fixation des dunes (ouvrages, gazonnements, boisements) ;
- l'équipement récréatif des forêts ;
- le boisement, le reboisement et l'enrichissement des peuplements, y compris, le cas échéant, la production des plants forestiers nécessaires (pépinières, graines).

Ces travaux sont occasionnels, les dépenses y afférentes sont imputées sur les crédits d'investissements des budgets des collectivités locales, ils peuvent être effectués à l'entreprise ou en régie.

Cette régie peut revêtir deux formes :

- la régie *communale* : l'Office assure le fonctionnement technique de la régie, se chargeant simplement du recrutement, de la direction, du contrôle des ouvriers et personnel de chantier qui demeurent des salariés des collectivités locales. Ces dernières règlent directement les fournitures ou les locations de matériel.

Dans ce cas, la rémunération de l'Office, calculée selon les pourcentages du montant des travaux prévus par l'article 5, est majorée de 25 % ;

- la régie *d'office* : l'établissement assure, à la fois, le fonctionnement technique et le fonctionnement administratif de la régie, en se substituant aux services des collectivités pour l'exécution matérielle de l'ensemble des tâches administratives concernant le personnel (embauchage, paie, régime social, fiscal et d'assurance). L'établissement assure la réalisation des travaux avec ses propres matériels ou les matériels loués à cet effet. Il assure également l'approvisionnement des fournitures et fait l'avance de toutes les dépenses.

Dans ce cas, la rémunération de l'Office, calculée selon les pourcentages du montant des travaux prévus par l'article 5 est majorée de 75 %.

Les remboursements de location de matériel s'effectuent en sus des rémunérations précédentes, au prix coûtant fixé par un barème publié annuellement par la Direction générale de l'Office national des Forêts.

Les fournitures (phytocides, engrais...) employées lors de l'exécution des travaux, et provenant de commandes groupées de l'Office national des Forêts sont remboursées aux prix coûtants.

Le montant des rémunérations se détermine par l'application des pourcentages prévus, compte tenu des coefficients applicables à chaque élément de travail, suivant l'état d'avancement des travaux.

Il est précisé que :

- le concours éventuel d'employés ou d'agents communaux à la réalisation des tâches confiées à l'Office national des Forêts entraîne une diminution des honoraires dus à l'établissement, cette diminution variable selon l'importance du concours apporté ne peut excéder 85 % ni être inférieure à 15 %.
- lorsque les travaux effectués sont d'intérêt mixte et que l'Etat en finance une partie au titre de son propre domaine privé ou public, la part des financements supportés par l'Etat doit être exclue des dépenses à prendre en compte pour le calcul des honoraires. Dans le cas de travaux en régie, les majorations prévues ne peuvent s'appliquer que sur la part des rémunérations revenant à l'Office national des Forêts.

INSTRUCTION
N° 73-41 - M 0
du
19 mars 1973.

EXPLOITATION EN RÉGIE (article 6).

Cette intervention concerne la conduite en régie, sauf dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des travaux d'exploitation des produits à récolter dans le domaine des communes, qu'il s'agisse des produits ligneux ou autres (gemme, graines, plants et autres produits de la forêt). La régie englobe les travaux d'exploitation, y compris le débardage à bord des routes, la gestion et le contrôle de la main-d'œuvre employée, la sauvegarde des stocks, la préparation des ventes (estimations matière et argent des lots de vente); en sont exclues les tâches supplémentaires de lotissement et de participation aux ventes lorsque celles-ci sont organisées à l'échelon intercommunal.

L'exploitation en régie peut revêtir l'une des deux formes de régie prévues ci-dessous :

- régie *communale*, dans ce cas la rémunération de l'établissement est fixée à 6 % du montant des dépenses d'exploitation ;
- régie *d'office*, dans ce cas la rémunération de l'établissement est fixée à 8 % du montant des dépenses d'exploitation.

Ces travaux ont un caractère permanent ou occasionnel selon les usages locaux ; ce mode d'exploitation sera, le cas échéant, précisé par la délibération du conseil municipal sur la destination des coupes de bois à récolter et mentionné dans la convention.

EXÉCUTION EN RÉGIE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN (article 7).

Cette intervention concerne la direction technique, les approvisionnements, l'emploi et le contrôle de la main-d'œuvre pour l'exécution en régie des travaux de réparation des dégâts causés par les exploitations ainsi que celle des travaux d'entretien courant du domaine, de ses peuplements et de ses installations.

Ces travaux ont un caractère permanent, qui sera précisé dans la convention passée avec l'Office national des Forêts. Ils seront exécutés dans la limite des crédits inscrits à cet effet dans le budget communal.

Le montant des rémunérations se détermine par l'application des éléments ci-dessous, suivant la nature et les modalités d'exécution des travaux :

- en régie communale : 6/10 de la rémunération fixée pour cette forme de régie à l'article 5, pourcentages prévus majorés de 25 % ;
- en régie d'office : 6/10 de la rémunération fixée pour cette forme de régie à l'article 5, pourcentages prévus majorés de 75 %.

La rémunération est éventuellement augmentée des frais résultant de l'emploi de matériel ou de fourniture (phytocides, engrais...) tel qu'il est précisé à la rubrique de commentaires sur l'article 5.

ETUDES DE PRODUCTION ET ÉTABLISSEMENT DE PLANS DE GESTION (article 8).

Ces interventions comprennent les études et travaux destinés à déterminer et à orienter les productions du domaine et à établir les plans de gestion ; ils consistent en descriptions de peuplements, inventaires, classements et estimations matière des bois sur pied, évaluation des possibilités d'exploitation, études économiques sur l'orientation de la production ligneuse et sur les équipements d'utilité générale en vue des aménagements récréatifs et de l'environnement.

Ces travaux sont très occasionnels. La demande de la commune précisera les parcelles ou surfaces à inventorier. Si les inventaires sont effectués avec la participation d'agents ou d'ouvriers à la charge de la commune, le coût de l'intervention de ces agents ou ouvriers communaux sera déduit du montant des honoraires dus à l'Office national des Forêts et calculés conformément aux tarifs prévus à l'article 8.

INTERVENTIONS DIVERSES (article 9).

Ces interventions comprennent :

- des opérations de répartition des produits provenant du domaine soumis au régime forestier, soit :
 - le choix, la marque et l'estimation des produits à vendre pris parmi ceux délivrés en nature, en bloc et sur pied (futaies affouagères) ;
 - le lotissement entre les usagers des produits délivrés en nature, en bloc et sur pied (partage sur pied des affouages) ;
- des opérations de commercialisation des produits exploités, quel que soit le mode d'exploitation, qu'il s'agisse de bois ou d'autres produits provenant du domaine soumis au régime forestier, soit :
 - la participation aux ventes dans la forme communale des produits exploités après leur délivrance en nature sauf dans le cas d'exploitation en régie par l'Office national des Forêts ;
 - le concours à l'organisation et à la réalisation des ventes groupant les produits de plusieurs communes ;
- des contrôles de service, qui consistent dans la vérification quantitative de l'activité des régies des collectivités et comprennent des opérations de cubage ou de dénombrement des produits ;
- l'exécution de travaux culturaux concernant les dégagements et nettoiements des jeunes peuplements soit en encadrant des équipes d'ouvriers insuffisamment spécialisés, soit par suite de défaut de main-d'œuvre techniquement compétente ; ce sont des interventions de faible importance ayant un cycle annuel ;
- les travaux de bornage et de délimitation, ils sont tout à fait exceptionnels, étant liés à des rectifications de limite consécutives à des acquisitions, échanges ou aliénations.

PRODUITS DU DOMAINE NON SOUMIS AU RÉGIME FORESTIER (article 10).

Cette intervention concerne la marque, l'estimation matière et argent des coupes de bois en vue de la vente, y compris le cas échéant, la participation aux ventes de produits provenant de parcelles boisées isolées et de faible surface, des plantations d'alignement le long de la voirie communale ou départementale.

OPÉRATIONS FONCIÈRES (article 11).

Les opérations d'acquisition, d'échange ou d'aliénation de domaine forestier privé ou appartenant à la collectivité locale sont subordonnées à l'avis de l'Administration des Domaines dans les conditions prévues par l'article 292 du Code de l'Administration communale.

Si la collectivité locale confie la poursuite de ces opérations à l'Office national des Forêts, qu'elles portent sur des domaines soumis ou non au régime forestier, la rémunération de l'Office est calculée sur la base des taux fixés par l'article 11.

Par opération, on entend :

- en ce qui concerne le propriétaire : l'acquisition suivant un même acte de la parcelle ou de l'ensemble des parcelles lui appartenant et le prix de cette acquisition ;
- en ce qui concerne le locataire : l'éviction de la location ou de l'ensemble des locations qu'il tient d'un même propriétaire et l'indemnité y afférente.

INSTRUCTION
N° 73-41-M 0
du
19 mars 1973.

La collectivité locale règle elle-même :

- le prix des acquisitions, tous les actes étant établis en son nom ;
- les indemnités d'éviction ;
- les frais annexes afférents aux acquisitions (intérêts moratoires, frais d'hypothèques, etc.).

Vous voudrez bien faire insérer la présente circulaire au Recueil des actes administratifs de votre département.

Paris, le 9 mars 1972.

Le Ministre de l'Agriculture,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

Signé : CHRISTIAN DABLANC.

Le Ministre de l'Intérieur,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Intérieur,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

Signé : JEAN COURSAGET.

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1972
N° 72-1147 DU 23 DECEMBRE 1972

(Journal officiel du 27 décembre 1972, p. 13477.)

.....

ARTICLE 16. — Sont nulles et de nul effet les décisions et délibérations par lesquelles les collectivités locales renoncent soit directement, soit par une clause contractuelle, à exercer toute action en responsabilité à l'égard de toute personne physique ou morale qu'elles rémunèrent sous quelque forme que ce soit.

Les modalités selon lesquelles les agents des corps techniques de l'Etat pourront se garantir contre les conséquences de ces actions en responsabilité seront fixées par décret.